

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
16/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AEROPORTS DE PARIS**

Unité Opérationnelle Energie et Logistiq  
103 Aérogare Sud - CS 90055  
94310 Orly

Code AIOT : 0006504815

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement AEROPORTS DE PARIS implanté Aéroport d'Orly Bât 359 Sec.élec, 361 CTP/Chauf/CF5, 362 ANA 91550 Paray-Vieille-Poste. L'inspection a été annoncée le 24/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre d'une demande de modification de situation administrative de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEROPORTS DE PARIS
- Aéroport d'Orly Bât 359 Sec.élec, 361 CTP/Chauf/CF5, 362 ANA 91550 Paray-Vieille-Poste
- Code AIOT : 0006504815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La centrale située sur les bâtiments 359 et 361 de la plateforme d'Aéroport de Paris à Paray-Vieille-Poste permet la production de chaleur, de froid et d'énergie électrique pour l'aéroport.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Suites de la précédente inspection
- Risques technologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 18/04/2023	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite de la précédente inspection	Lettre du 14/12/2021	/	Sans objet
3	Installations électriques : vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 01/03/2007, article 6-2-3	/	Sans objet
4	Incendie - Moyens d'intervention en cas d'incident	Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 6-5-4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 02 mai 2023 a permis de mettre en évidence la conformité de l'ensemble des points de contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 18/04/2023
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Projets - Modification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation de l'établissement est conforme à la situation administrative telle que déclarée lors de la dernière modification du 29-11-2019. 3110 (A) : installation de combustion 2925 (D) : Ateliers de charge d'accumulateurs 4734-1-c (DC) : Produits pétroliers spécifiques
<b>Constats :</b> L'exploitant a sollicité l'inspection pour la modification de sa situation administrative.  Lors de l'inspection du 02 mai 2023, l'exploitant indique ne plus avoir besoin de puissance pour son atelier de charge d'accumulateurs. La rubrique 2925 à déclaration passera sous le régime (NC) lors de la prochaine mise à jour de situation administrative.  Suite au "porter" à connaissance du 16/10/2016 complété en mars et mai 2017, la rubrique 2921-a (E) pour la mise en place de tours aéro-réfrigérantes va être ajoutée.  L'exploitant indique dans son "porter" à connaissance du 18 avril 2023, vouloir mettre en service deux pompes à chaleurs sur son réseau de géothermie. Cette installation relèverait de la rubrique 1185 (DC).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Suite de la précédente inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/12/2021
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suite de la précédente inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Non conformités relevées lors de l'inspection du 14/12/2021 :  NC 1 : l'exploitant doit justifier la conformité de l'incertitude de mesure pour le monoxyde de carbone ;  NC 2 : l'exploitant doit justifier la réalisation des tests périodiques réalisés sur la chaîne de coupure automatique de l'alimentation en combustible gazeux ;  NC 3 : l'exploitant doit justifier la présence de commandes d'ouverture manuelle des dispositifs d'évacuation des fumées à proximité des accès, ou en installant de tels dispositifs.  NC 4 : Suites de la précédente inspection : R 4 de l'inspection du 18/12/2018 – Référence réglementaire : Lettre de suite d'inspection du 29/01/2019. L'exploitant doit justifier que les tests opérationnels permettant d'apprécier le fonctionnement des analyseurs ainsi que leur suivi sont concluants ;  NC 5 : L'exploitant doit justifier que le paramètre DCO est conforme pour le rejet « EI – poste de relevage » ;  NC 6 : L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une traçabilité en fin de travaux.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que :  NC 1 : l'erreur d'incertitude était une faute de frappe du laboratoire d'analyse. Le problème est résolu.  NC 2 : qu'il a été demandé à l'équipe de maintenance, de créer l'ordre de travail planifié avec une périodicité d'un an dans le logiciel GMAO "SAP" pour l'exercice de coupure de l'alimentation en gaz.  NC 3 : les commandes d'ouverture du désenfumage ont été identifiées.  NC 4 : le laboratoire interne d'ADP a dépêché "sensor intelligence" pour effectuer le changement de sonde d'O2 et effectuer le test opérationnel.  NC 5 : les analyses d'eau 2022 sont conformes.  NC 6 : le carnet de permis de feu a été réimprimé, à présent figure l'encart concernant l'heure du contrôle suite à la fin du chantier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Installations électriques : vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/03/2007, article 6-2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 02 mai 2023, l'exploitant transmet à l'inspection le Q18 rédigé par le Bureau Véritas le 05/08/2022.  Ce rapport met en évidence un risque d'incendie. L'exploitant indique que le bâtiment 361 est en mutation pour la mise en place de la CF5. Une grosse partie du système électrique est actuellement en modification. L'exploitant s'engage à procéder à un nouveau diagnostic dès la fin des travaux et la mise en service de la CF5 prévue au second semestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Incendie - Moyens d'intervention en cas d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 6-5-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les moyens de lutte des installations sont conformes aux normes en vigueur comportent : Des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles. Leur nombre est d'au moins six extincteurs par appareil de combustion. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés ; Une réserve d'au moins m3 de sable maintenu meuble et sec et des pelles Des robinets d'incendie armés à mousse, en nombre suffisant, dans les locaux abritant les appareils de combustion permettant d'attaquer tout foyer par deux jets en direction opposés La défense extérieure contre l'incendie est assurée au minimum par 2 poteaux d'incendie (PI) implanté à moins de 50 mètres au plus du risque. Le débit de la canalisation alimentant les poteau d'incendie est de 60 m3/h sous une pression minimale de 1 bar. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. En complément, l'exploitant s'assure de la possibilité de faire appel aux moyens d'interventions mobiles de la plateforme aéroportuaire, à raison d'au moins deux véhicules capables d'intervenir en moins de 5 minutes et de déverser 150 m3 de mousse chacun en 3 minutes.
<b>Constats :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie ont été vérifiés par la société DESAUTEL en août 2022.  Les extincteurs à eau à poudre et à CO2 sont conformes. Par échantillonnage, l'inspection demande le justificatif de vérification du PI 7052 le plus proche de la chaufferie, ce dernier a été déclaré conforme lors du contrôle de décembre 2022 avec un débit de 60 m3/h à 1bar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet